

Colloque La division politique du travail

(Prévu la semaine du 13 au 17 février 2023)

Comité d'organisation :

Emma De Andreis, Alexis De Brito, François-Guillaume Giroux, Bérangère Rocalve

Comité scientifique :

Lucie Bargel, Amélie Beaumont, Delphine Dulong, Patrick Le Lidec, Julian Mischi, Jérémie Nollet, Marc Perrenoud, Ivan Sainsaulieu, Maud Simonet, Muriel Surdez

Ce n'est que récemment que les transformations de la compétition partisane (que l'on parle des nouvelles entreprises politiques, de la professionnalisation et de l'expansion grandissante du champ politique, ou de la transformation du métier d'élu) ont été interprétées à l'aune du travail politique. Encore marginale, l'approche en termes de division du travail politique a permis cependant d'intégrer à l'analyse ces mêmes transformations (Demazière, Le Lidec 2014) : explosion des effectifs électifs, hybridations des entourages des élus ou encore multiplication des organismes situés à la lisière du champ politique professionnel (Aldrin, Vannetzel, 2019). Pourtant, l'usage du concept de division sexuelle du travail (Kergoat 2005) avait déjà permis un renouvellement des études dans les champs des mouvements sociaux (Dunezat, 2006), des organisations partisanes (Bargel 2005), ou des professionnelles de la politique (Achin 2006). La division du travail, entendue à la suite des interactionnistes comme une cascade contingente de tâches hiérarchisées, valorisées ou dévaluées, captées ou déléguées, offre donc un cadre théorique et empirique permettant au chercheur de rendre compte du caractère hétérogène, flou et conflictuel du travail politique. De la même façon, les transformations de l'action publique ont pu être lues à la lumière des réorganisations des relations entre acteurs qui y prennent part. La diffusion des impératifs managériaux dans les administrations, la multiplication des acteurs gravitant autour des institutions, la multiplication des échelles des politiques publiques (locales, territoriales, nationales, extra/supranationales) sont tout autant de transformations qui ont été éclairées à l'aune de l'étude des mutations des divisions du travail étatique (Bezes, Le Lidec 2016).

Poser la question de la division du travail implique donc un premier questionnement d'ordre méthodologique : comment et où saisir la division du travail ? Comment appréhender l'intrication des lignes de divisions ? A quelles échelles et jusqu'où les repérer ? Dans quels objets s'inscrivent-elles ? En second lieu, étudier la division du travail invite aussi à poser la question des rapports de pouvoir : qui a le pouvoir de diviser le travail ? Quels enjeux y a-t-il dans la distribution des rôles, des tâches, des responsabilités ? Comment les acteurs peuvent-ils agir sur la division du travail et comment se saisissent-ils de la place qu'ils y occupent ? Comment la négocient-ils ?

Nous proposons d'étendre ces questionnements à ce qui serait non pas uniquement une division du travail politique mais également une division politique du travail. En effet, il paraît fructueux d'étudier l'intrication des rapports au politique au sein de la matrice de

positions dessinée par la division du travail entendue comme « un procédé d'interaction sociale par lequel les participants sont continuellement engagés dans le but de définir, établir, maintenir, renouveler les tâches qu'ils accomplissent et les relations avec les autres que ces tâches exigent » (Freidson 1976). Quels sont les effets proprement politiques de l'assignation ou de la captation de certaines tâches valorisées ou dévaluées ? Comment la division du travail agit-elle sur les attitudes, les opinions, les formes de socialisation politique ? Comment les rapports de domination s'imbriquent-ils plus ou moins clairement dans ces lignes de division ? Enfin, jusqu'où (hors-travail, famille, sociabilité) faut-il aller chercher la division du travail pour appréhender ses effets structurant les rapports au politique ?

C'est donc dans une approche qui se veut volontairement pluridisciplinaire que nous invitons les communicant.e.s à explorer ces différents questionnements et à inscrire leur réflexion dans les deux axes suivants.

Axe 1 : Où et comment saisir la division politique du travail ?

Les transformations de l'Etat ont pu être saisies par l'étude de la division du travail étatique entre plusieurs acteurs : experts, fonctionnaires, acteurs politiques, etc. (Bezes, Le Lidec, 2016). Qu'il s'agisse d'agencification, de fusion ou qu'il s'agisse de la délégation du sale boulot de la mise en œuvre à des organismes spécialisés ou à des associations, ce qui se joue dans les réformes de l'Etat gagne à être appréhendé en tant que réorganisations des lignes de division du travail au sein des institutions étatiques. Ces bouleversements sont multiples : il peut s'agir de divisions horizontales du travail où l'on voit à un même niveau se multiplier les unités organisationnelles, ou de divisions verticales lorsque des niveaux d'administrations se superposent : on peut penser notamment à la décentralisation. En étudiant le travail de cabinet au moment de la crise de la vache folle, Jérémie Nollet (Nollet, 2014) met quant à lui en lumière une division rigide du travail décisionnel. Tous les membres du cabinet ne sont pas habilités à solliciter le ministre et les formes de sollicitations sont extrêmement codifiées.

Ces travaux, à partir d'objets et d'échelles variés, invitent donc à se saisir de la division du travail, d'en caractériser les lignes pour appréhender les évolutions des rapports de pouvoir au sein des organisations. L'objet de ce premier axe consistera à poursuivre ce travail de caractérisation des formes de division de travail et d'objectivation de leurs enchevêtrements. En effet, quelles lignes de division peut-on mobiliser ? Le travail, on l'a vu, peut-être divisé verticalement ou horizontalement (Nez 2012), de façon rigide ou souple (Hughes 1992), mais également de façon visible ou invisible (Daniels 1987, Strauss 1985). Sa division peut également être formalisée statutairement ou informelle. (Avril, Cartier, Serre, 2010). Cet axe invite à mettre en évidence le caractère cumulatif de ces lignes de divisions mais également à se questionner sur les lieux et les objets où elles peuvent se donner à voir. Il s'agira donc dans cet axe de s'interroger sur les objets qui matérialisent la division du travail, que ce soit, de façon non exhaustive : les organigrammes (Eymeri-Douzans, Bioy, Mouton, 2015), les *plannings* (Pillon, Querre 2014), les agendas (Godmer, Marrel, 2016), les grilles de salaire et les fiches de poste. Que permettent-ils de dire de la division du travail ? Que dit leur conception des rapports de pouvoir dans un monde professionnel donné ? Par

quelles méthodes révéler les divisions qui ne se disent pas parce que ses lignes ne sont pas lisibles dans ces objets ?

Par ailleurs, où saisir la division ? Faire varier les échelles d'observation entre micro, méso et macro (Strauss 1985), pourrait alors permettre de questionner la continuité de la division du travail, des espaces les plus formalisés aux plus "lâches", dans des contextes de flexibilisation des structures de production (Boltanski, Chiapello, 1999 ; Tranchant, 2018). L'imbrication de plusieurs échelles de division du travail peut complexifier son observation et son objectivation, mais en même temps peut permettre d'intégrer dans l'analyse des acteurs, des lieux et des moments qui échapperaient sinon aux chercheur.e.s. Cet axe invite alors à se demander jusqu'où penser la division du travail. À l'instar de Christelle Gris qui montre combien l'ascension élective est un travail auquel contribuent les conjointes d'élu qui redéfinissent leur vie et celle de l'unité familiale autour de la politique (Gris 2021), comprendre la division du travail invite à investiguer hors du cadre formalisé du travail.

Axe 2 : Division du travail et rapports de pouvoir

La division du travail, en ce qu'elle produit des rapports de dominations, qu'elle structure un champ des possibles en termes de trajectoire professionnelle et sociale, contribue à la production des positions sociales et des rapports au politique. Son observation permet d'analyser des rapports sociaux de sexe, de race et de classe (Kergoat 2005), de penser ces formes de ségrégation, d'assignation à des positions professionnelles (Jounin, 2004). Toutefois, la sociologie du travail fait rarement le lien entre ces processus et leurs implications en termes de socialisations politiques et de rapports différenciés au politique. Nous adoptons, dans le cadre de ce colloque, une conception élargie du politique, des « visions du monde, que l'on peut définir comme un sens moral, issu de la pratique, lié à un univers de référence et dépendant des positions et aspirations des individus. » (Beaumont, Challier et Lejeune, 2018), ainsi qu'une conception gaxienne de la compétence et de l'appétence politique (Gaxie, 1978).

Ainsi, dans les administrations, la valorisation de l'autonomie des *street-level bureaucrats* semble aller de pair avec une division souple du travail favorisant la délégation de la décision au niveau du guichet. C'est notamment le cas du travail d'attribution des logements sociaux (Bourgeois 2019) ou du travail des contrôleurs qui interviennent seuls au domicile des bénéficiaires de minima sociaux (Dubois 2009) à qui est laissé en dernier recours le choix de déterminer le bien-fondé du versement des aides sociales. Quels sont les effets de ces formes de division souples du travail ? Quels rapports politiques aux usagers en découlent ? Lorsque la division du travail bureaucratique est peu formalisée par les organisations, elle a pu l'être par d'autres moyens. Alexis Spire a notamment dépassé l'apparente horizontalité de la division du travail bureaucratique au guichet en prenant en compte les trajectoires des agents. (Spire 2008). Comment s'institutionnalisent des divisions du travail informelles et quels en sont les effets sur le traitement des usagers ? Permettent-elles de comprendre les rapports différenciés des usagers aux administrations ? (Siblot 2005)

De plus, dans la mesure où la division du travail structure les groupes professionnels, nous proposons de questionner les effets politiques de ces structurations sur ces groupes ? La formation tout comme la désagrégation de la classe ouvrière (Thompson 1963), du mouvement ouvrier par l'intermédiaire du syndicalisme et du militantisme, notamment communiste (Pudal 1989), l'époque de la "centralité ouvrière" (Vigna 2012) et le vote de classe ouvrier, semblent liés aux évolutions de la division du travail. Nous proposons ici de considérer comment les formes d'organisation et de division du travail permettent ou non la création de collectifs de travail qui, unis par un univers symbolique commun (Verret 1988), peuvent se mobiliser politiquement. Dans cette structuration politique des groupes de travail, il est également nécessaire de penser les intermédiations qui peuvent faire émerger des revendications et, éventuellement, les politiser. En diffusant des savoirs et des pratiques politiques au sein des espaces professionnels, elles peuvent permettre de rompre avec l'auto-exclusion politique des classes populaires. Ces dispositions octroient une légitimité à agir politiquement qui peut s'exporter hors du travail (Mischi 2016). Nous invitons donc à investiguer les organisations collectives nées de la division du travail. Quels rapports au politique révèlent-elles ? Sont-elles des vecteurs de politisation ?

Enfin, la division du travail pourrait également permettre de penser la transmission des opinions politiques dans les groupes de sociabilités, même quand ceux-ci sont explicitement pensés comme hors du politique. Armèle Cloteau, Guillaume Letourneur, Pierre Rouxel et Julien Bourdais (2020) montrent ainsi comment certaines figures villageoises politisées à l'extrême-droite permettent de rendre compte de l'assise du FN dans des zones où son implantation partisane est particulièrement faible. Bien que ces figures villageoises se tiennent à distance de l'organisation frontiste, elles arrivent à diffuser des opinions politiques en rapport avec son idéologie notamment dans le cadre de sociabilités populaires. Penser la construction de la respectabilité et la centralité de ces figures en termes de captation informelle des tâches les plus symboliques permettrait de revenir plus largement sur la question classique de la diffusion des opinions dans les groupes primaires (Lazarsfeld, 2008). Dès lors, serait-il possible d'étudier la structuration de ces collectifs par la division des tâches en leur sein et d'étendre l'analyse à d'autres activités de sociabilité (musique, sport, etc.) ainsi qu'à d'autres modalités d'expression politique ? De l'auto-habilitation (Gaxie 2007) pour les leaders, à la résistance ou au "texte caché" (Scott 1990), pour les individus s'étant vu délégué les tâches les moins valorisées, comment s'accommode-t-on (Aldrin, 2003) politiquement de sa place dans la division du travail ?

Les propositions de communications doivent être envoyées à l'adresse
colloquetravailpolitique@gmail.com au plus tard **le lundi 3 octobre 2022**

Les réponses à l'appel à communications doivent comporter, sur **deux pages distinctes** afin de faciliter leur **anonymisation** :

En page 1 :

- Nom de·s auteur·e·s
- Statut(s)
- Discipline(s)
- Établissement(s) et laboratoire(s) de rattachement
- Adresse(s) électronique(s)
- Titre de la communication - Proposition de numéro(s) d'axe(s)

En page 2 :

- Titre de la communication - Proposition de numéro(s) d'axe(s)
- Principales références bibliographiques
- Résumé (entre **3 000 et 5 000** signes espaces compris) comprenant une explication précise et détaillée de la méthodologie employée et du terrain effectué.

Éléments bibliographiques indicatifs :

ABBOT Andrew, *The system of professions. An essay on the division of expert labor*, University of Chicago Press, Chicago, 1988.

ACHIN Catherine, LÉVÊQUE Sandrine, « Femmes et métier politique », *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, 2006, p.60-90.

ALDRIN Philippe, « S'accommoder du politique. Économie et pratiques de l'information politique », *Politix*, 2003, p. 177-203.

ALDRIN Philippe, VANNETZEL Marie, « Dans les lisières. Une sociologie des acteurs secondaires de la politique dans deux petites villes françaises », *Politix*, 2019 p. 31-63.

AVRIL Christelle, CARTIER Marie, SERRE Delphine. *Enquêter sur le travail. Concepts, méthodes, récits*. La Découverte, 2010.

BARGEL Lucie, « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militan.t.e.s », *Nouvelles questions féministes*, 2005, p. 36-49

BEAUMONT Amélie, « Déformations professionnelles. Le travail comme institution socialisatrice : comprendre la transformation des employés de l'hôtellerie de luxe », Thèse de science politique et sociologie à l'Université Paris 1, sous la co-direction de Frédérique Matonti (CESSP-CRPS) et de Cédric Lomba (Cresppa-CSU), 11 octobre 2021.

BEAUMONT Amélie, CHALLIER Raphaël, LEJEUNE Guillaume, « En bas à droite, Travail, visions du monde et prises de positions politiques dans le quart en bas à droite de l'espace social », *Politix*, 2018, p. 9-31.

BECKER Howard, GEER Blanche, HUGHES Everett, STRAUSS Anselm., *Boys in white. Student culture in medical school*, Chicago, University of Chicago Press, 1961.

BERENI Laure, « La valeur professionnelle de l'identité. Racialisation, genre et légitimité managériale à New York et à Paris », *Sociétés contemporaines*, 2020, p. 99-126.

BEZES Philippe, LE LIDEC Patrick, « Politiques de l'organisation : les nouvelles divisions du travail étatique », *Revue française de science politique*, 66, n°3, 2016, p. 407.

BOLTANSKI Luc, CHIAPPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BOURDIEU Pierre, « Champ du pouvoir et division du travail de domination. Texte manuscrit inédit ayant servi de support de cours au Collège de France, 1985-1986 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 190, no. 5, 2011, p. 126-139.

BOURGEOIS Marine, *Tris et sélection des populations dans le logement social. Une ethnographie comparée de trois villes françaises*. Paris, Dalloz, 2019.

CLOTEAU Armelle, LETOURNEUR Guillaume, ROUXEL Pierre, BOURDAIS Julien, « La banalisation du Front national au village, Les relais informels des référents frontistes dans un territoire rural et populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2020, p. 70-85.

DANIELS Arlene Kaplan, "Invisible work", *Social Problems*, 1987, p. 403-415.

DEMAZIÈRE Didier, LE LIDEC Patrick (dir.), "Introduction, Analyser le travail politique", *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2014, p. 11-33.

DEMAZIÈRE Didier, « Les négociations implicites de la division du travail. Le cas des élus régionaux », *Négociations*, 2016, p. 39-53.

DUBOIS Vincent, « Le paradoxe du contrôleur. Incertitude et contrainte institutionnelle dans le contrôle des assistés sociaux », *Actes de la recherche en science sociale*, 2009, p. 28-49.

DUNEZAT Xavier, « Le traitement du genre dans l'analyse des mouvements sociaux : France/ Etats-Unis », *Cahiers du genre*, 2006, p. 117-141.

DURKHEIM Émile, *De la division du travail social*, PUF, 2007, (1ère édition 1893).

EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, BIOY Xavier, MOUTON Stéphane, *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*. Presses de Sciences Po, « Académique », 2015

FILLIEULE Olivier, « Chapitre 1 / Travail militant, action collective et rapports de genre », dans : FILLIEULE Olivier, *Le sexe du militantisme*. Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2009, p. 23-72.

FREIDSON Eliot, « The division of labor as social interaction », *Social problems*, 1976, p. 304-316.

GAXIE Daniel, *Le cens caché, inégalité culturelle et ségrégation politique*, Le Seuil, 1978.

GAXIE Daniel. « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des « citoyens » », *Revue française de science politique*, 2007, p.737-757.

GODMER Laurent, MARREL Guillaume, *La politique au quotidien, L'agenda et l'emploi du temps d'une femme politique*, ENS Éditions, Lyon, 2016.

GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne, La présentation de soi*, Éditions de minuit, Paris 1973.

GRIS Christelle, *Femmes d'élus. Sociologie d'un second rôle*, Le Bord de l'Eau, Lormont, 2021.

HUGHES Everett Cherrington, *Le regard sociologique*, EHESS, Paris, 1992.

JACQUEMART Alban, CHARPENEL Marion, DEMONTEIL Marion, MARRY Catherine et HATZIPETROU-ANDRONIKOU Reguina, *Le genre des carrières. Inégalités dans l'administration culturelle*. Ministère de la Culture - DEPS, « Questions de culture », 2022.

JOUNIN Nicolas, « L'ethnisation en chantier. Reconstructions des statuts par l'éthnique en milieu de travail », *Revue européenne des migrations internationales*, 2004, p. 103-126.

KERGOAT Danièle, "Rapports sociaux et division du travail entre les sexes", in MARUANI Margaret, *Femmes, genres et sociétés*, La Découverte, Paris, 2005, p. 94-101.

LAZARFELD Paul, KATZ Elihu, *Influence personnelle. Ce que les gens font des médias*, Armand Collin et INA, 2008.

MARRY Catherine, BERENI Laure, JACQUEMART Alban, POCHIC Sophie, REVILLARD Anne, *Le plafond de verre et l'État. La construction des inégalités de genre dans la fonction publique*. Armand Colin, « Individu et Société », 2017.

MARX Karl, *Le capital*, PUF, Paris, 2014 (1867).

MISCHI Julian, *Le bourg et l'atelier : sociologie du combat syndical*, Agone, Marseille, 2016.

Moulinié Véronique, « La passion hiérarchique », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*. 1993, p. 129-142.

NEZ Héloïse, "Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid", *Participation*, 2012.

NOLLET Jérémie, La production des décisions dans les cabinets ministériels : à propos de la gestion politique de la "vache folle", in DEMAZIÈRE Didier, LE LIDEC Patrick, *Les mondes du travail politique*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p. 91-108.

PILLON Jean-Marie, QUÉRÉ Olivier, « La planification de l'action publique à l'échelle du planning. Usages et constructions des emplois du temps dans l'administration », *Temporalités et action publique*, 2014, p. 1-17.

PUDAL Bernard, *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989.

SCOTT James-C *Domination and the arts of resistance, Hidden transcripts*, Yale University Press, New Haven, 1990.

SIBLOT Yasmine, « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations. Analyse d'un sens pratique du service public », *Sociétés contemporaines*, 2005, p. 85-103.

SMITH Adam, *La richesse des nations*, Flammarion, Paris, 1999 (1776).

SPIRE Alexis, « Histoire et ethnographie d'un sens pratique : le travail bureaucratique des agents du contrôle de l'immigration », dans : Anne-Marie Arborio éd., *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2008, p. 61-76.

STRAUSS Anselm, « Work and the division of labor », *The sociological quarterly*, Blackwell publishing, Oxford, 1985, p. 1-19.

THOMPSON Edward Palmer, *The Making of the English working class*, Repr., Harmondsworth, Penguin Books, Penguin history, 1991 [1963].

TRANCHANT Lucas, « L'intérim de masse comme vecteur de disqualification professionnelle, le cas des emplois ouvriers de la logistique », *Travail et emploi*, 2018, p. 115-140.

VERRET Michel et CREUSEN Joseph, *La culture ouvrière*, Saint-Sébastien, ACL/Société Crocus, 1988.

VIGNA Xavier, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Paris, Perrin, Pour l'histoire, 2012.